

Rente, croissance sans emploi... les faiblesses du modèle Maroc

- Un diagnostic de la Banque mondiale

- L'aubaine de la transition démographique

- Accumulation du capital et productivité, la combinaison gagnante

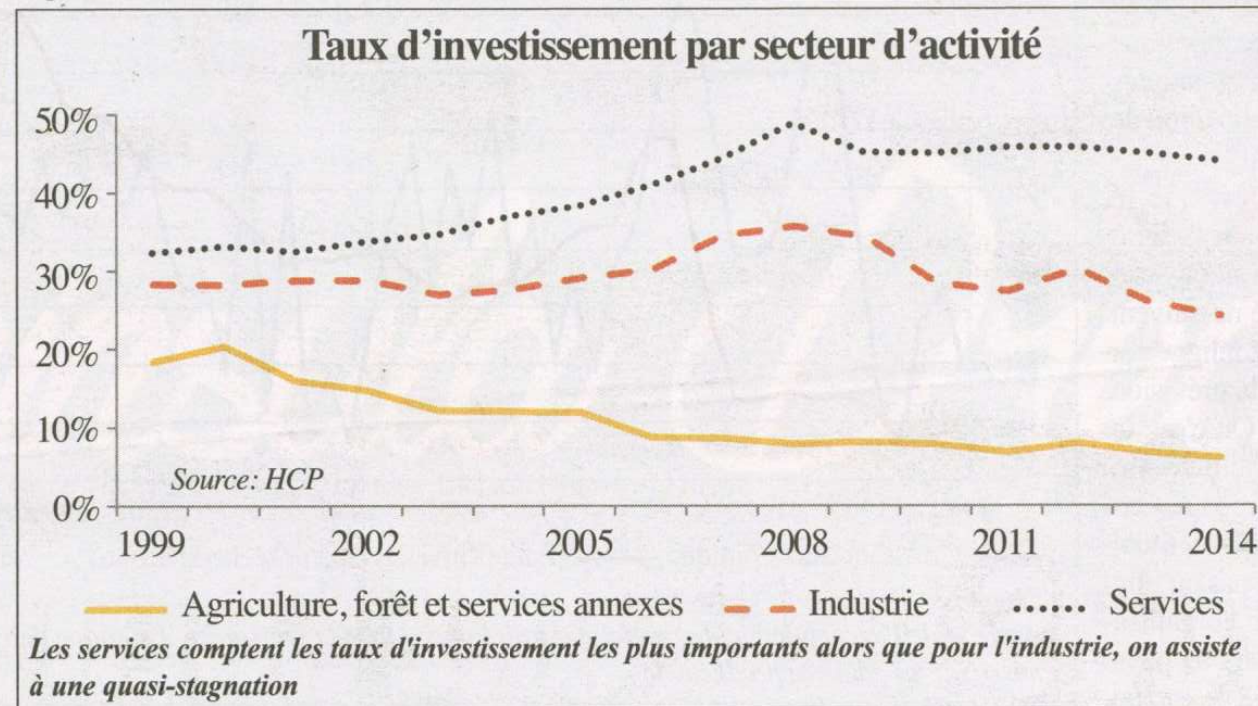
IL est illusoire de penser que la question du modèle économique pour le Maroc est tranchée... Elle ne l'est manifestement pas pour tout le monde... En ces temps de doutes et parfois aussi d'arrière-pensées politiciennes, il faut surtout s'en remettre aux faits et aux chiffres et ils sont plutôt têtus. La situation montre que

la voie empruntée par le Maroc conduit à une impasse, ou pour faire dans le doux euphémisme, s'essouffle. La rencontre

du Centre marocain de conjoncture, du mercredi 25 mai, montre en tout cas que le sujet mérite toute notre attention... Sur-

tout que l'on assiste à «une grande tertiarisation de l'économie alors que l'industrie ronronne et l'agriculture fait du ski», comme cela a été résumé avec humour par Ahmed Laaboudi, expert du CMC.

Jean-Pierre Chauffour, économiste principal pour le Maroc et coordinateur des échanges régionaux Moyen-Orient et Afrique du Nord à la Banque mondiale, estime que la priorité devrait être accordée à des domaines qui touchent aux fondamentaux des politiques publiques. Il s'agit des pistes d'émergence à l'horizon 2040. Si la croissance réalisée au cours des

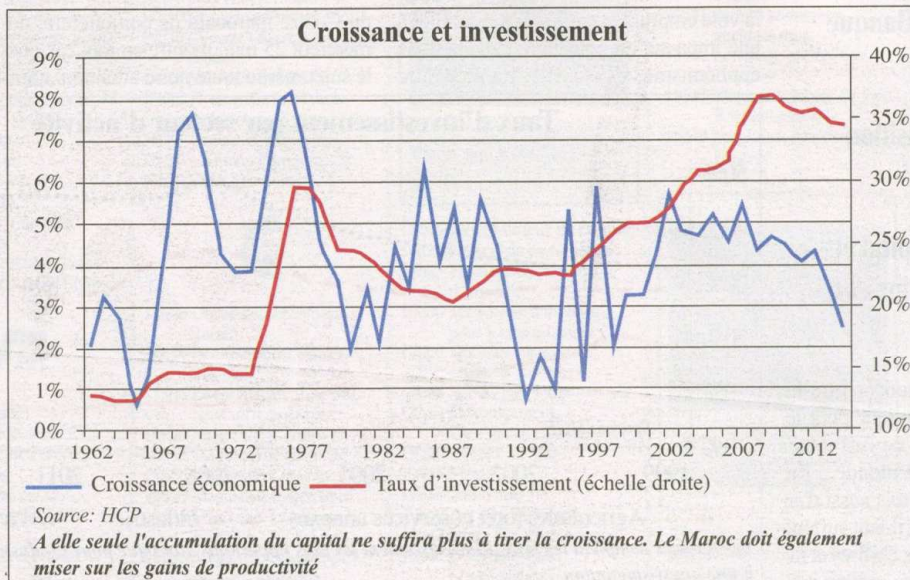


ECONOMIE

Rente, croissance sans emploi... les faiblesses du modèle Maroc

►►► dernières années a permis certaines réalisations, elle n'a pas créé suffisamment d'emplois. Cette question est d'ailleurs au cœur même de la politique économique du Maroc pour les prochaines années surtout avec l'arrivée d'une population de jeunes sur le marché du travail.

Le paradoxe au Maroc est que le développement s'est appuyé sur la forte accumulation du capital physique sans que les gains de productivité ne suivent comme cela a été également souligné par Ayache Khellaf, directeur de la prévision et de la prospective au HCP. Or, c'est la combinaison de ces deux facteurs qui permettra de réaliser un rattrapage économique important. « Cette productivité est intangible. Elle ne touche pas au physique mais c'est de l'ordre de l'organisation des sociétés. La richesse des pays riches est avant tout composée de capital



chesses. De l'avis du représentant de l'institution internationale, c'est l'économie de rente qui reste dominante et toute l'énergie est consacrée à la recherche de rentes légales et informelles au lieu de la création de richesses et de la conquête de nouveaux marchés par exemple.

Pour la Banque mondiale, le Maroc dispose structurellement d'éléments de réponses à la situation qui va se développer. Du point de vue démographique, une aubaine se présente puisque le taux de dépendance (les moins de

immatériel. Et si le Maroc veut converger vers eux, il faudra l'augmenter», souligne Chauffour. De plus, durant les prochaines années, l'investissement ne pourra plus croître. Il sera difficile d'atteindre un taux de 35%, voire 40%. Dans ces conditions, le relais n'est autre que la productivité.

Parmi les pistes proposées pour stimuler ces gains de productivité figure la réallocation du capital et du travail. « Il faut arriver à créer les conditions pour opérer

15 ans et les plus de 65 ans) sera à des niveaux bas pendant 25 ans avant de remonter. « Le risque est de se retrouver dans 25 ans vieux avant d'être riche. Est-ce que le Maroc est capable durant ces 25 années de réaliser la convergence vers les pays développés. D'où l'importance du quand, comment et du rythme qui sera poursuivi », soutient Chauffour. Si des politiques dynamiques sont mises en place, le revenu par habitant pourrait être

Verbatim

■ **Ahmed Laaboudi:** « Notre économie est intégrée plus par les importations que les exportations. Pour être dans une logique de croissance émergente, il faut poser le problème de financement. L'expérience passée a montré qu'aussi longtemps que nous avons des réserves de changes, la croissance était bien portante au Maroc, et ce jusqu'à 2008-2009. Dès que la contrainte devise s'est manifestée, on s'est retrouvé à la veille de revenir au programme d'ajustement structurel ».

■ **Jean-Pierre Chauffour:** « La relation entre les citoyens est un facteur de créativité, d'encouragement et de confiance au sein de la société ».

- « Comment avoir une classe moyenne si elle est ponctionnée au niveau des impôts pour avoir un service public. Elle paye ces mêmes services une deuxième fois sur la base des ressources qui lui restent après impôts ». □

cette flexibilité du marché du travail, du marché des capitaux, etc. pour réaliser ces transformations structurelles relativement lentes », affirme le représentant de la Banque mondiale.

La situation actuelle est jugée difficilement soutenable puisqu'il faut arbitrer entre une croissance élevée et le creusement des déficits externes. D'où la nécessité de mettre en place des mécanismes qui vont permettre une allocation plus efficiente du capital et du travail. Cela suppose aussi des conditions de libre concurrence pour que les entrepreneurs prennent des risques et créent des ri-

doublé permettant ainsi d'enregistrer les fruits d'une croissance inclusive.

Autre donnée structurelle, l'urbanisation du pays. Si elle est bien organisée, elle peut jouer favorablement dans le gain de productivité surtout que l'on assiste à une montée de la scolarisation. Le Maroc se trouve ainsi dans la même configuration que certains pays à la veille de l'émergence dans les années 50. □

K. M.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com